

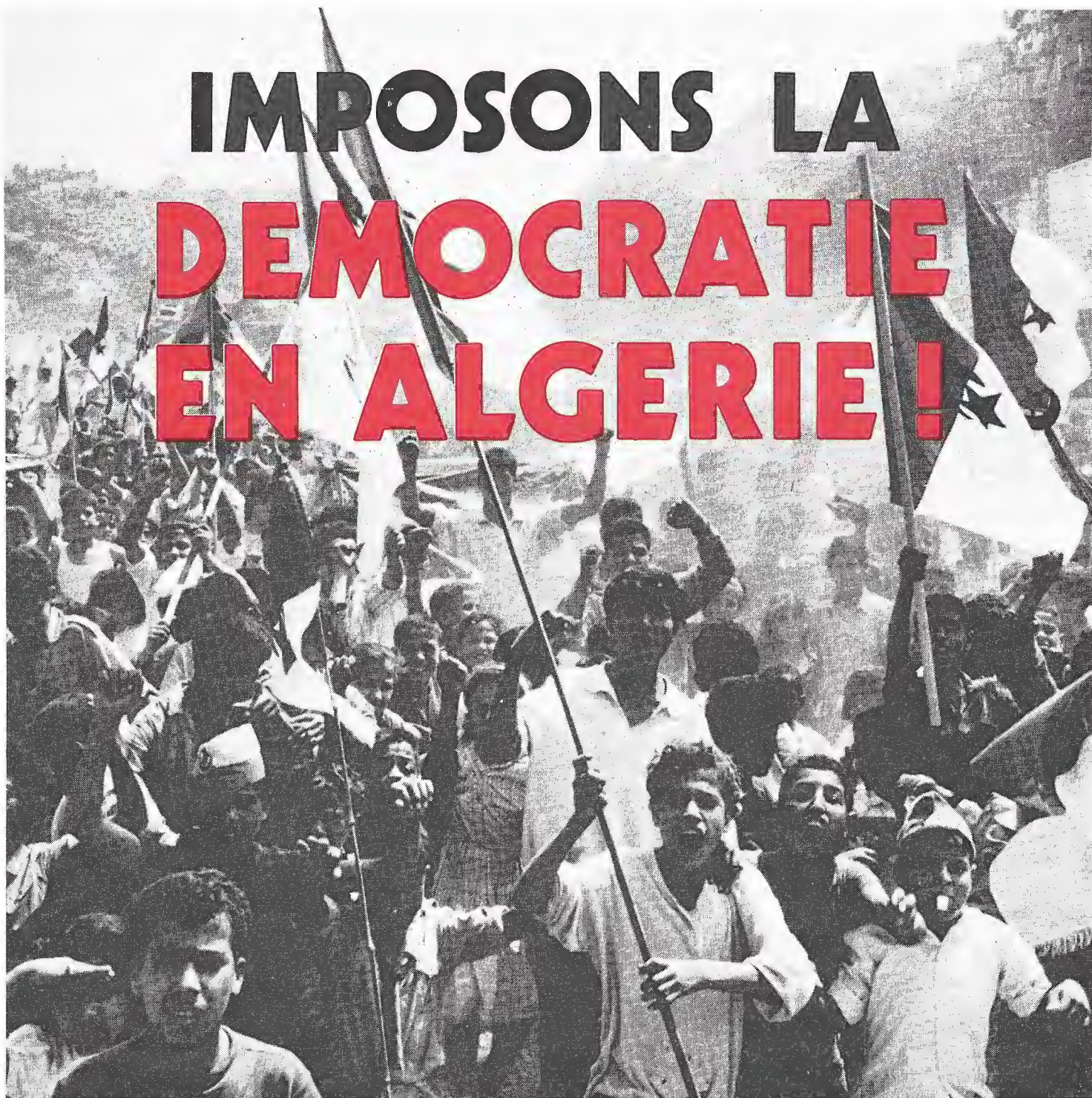


EL JARIDA

الجريدة

organe du Parti de la Revolution Socialiste

IMPOSONS LA DEMOCRATIE EN ALGERIE !



avril 1976

numéro 16

Soutien aux revendications démocratiques

Prise de position du P.R.S.

TEXTE DE L'APPEL DE ABBAS, BENKHEDDA,

LAHOUEL ET KHEIREDDINE

« En moins de 14 ans, l'Algérie se trouve pour la deuxième fois en conflit avec le peuple frère marocain. Parmi nos soldats et nos enfants, les uns sont prisonniers ou blessés, et les autres sont morts sans que la responsabilité de notre peuple ait été engagée.

« Nos morts, ceux des Marocains, le traitement indigne infligé à nos frères de nationalité marocaine expulsés d'Algérie, le drame et le désarroi des populations nomades de Segouia-El-Hamra et Oued-Dahab montrent que ce conflit a déjà exercé ses ravages.

« Demain, ce conflit risque de se généraliser et de plonger toute l'Afrique du Nord dans un bain de sang. Les haines qu'il engendre compromettent l'union du Maghreb arabo-islamique. Espérance de nos peuples et fondement de notre prospérité et de notre bien-être.

« Halte à la guerre ! Nous lançons un appel aux responsables algériens et aux responsables marocains, à tous les niveaux, pour que nos deux pays cessent d'être un simple pion dans l'échiquier international. Halte à la guerre au nom de la fraternité musulmane et de la solidarité humaine.

« Les guerres modernes peuvent détruire en un jour le travail de plusieurs générations. Elles ont cessé d'être des solutions valables pour nos problèmes. Y recourir, c'est accepter le suicide collectif.

« L'Afrique du Nord deviendrait un nouveau terrain où s'affronteraient les super-grands au détriment de nos intérêts et de la paix dans le monde.

« L'image que nous offre la malheureuse population d'Angola déchirée entre pro-russes et pro-américains devrait nous inciter à la réflexion.

« Nous perdriions notre indépendance nationale et ce serait alors la rupture avec le principe de non-alignement, clé de voûte de notre politique internationale depuis plus de vingt ans.

« Les peuples marocain et algérien furent unis dans le combat pour leur indépendance. Ils ne peuvent se résigner aujourd'hui à la politique du pire. Durant plus de sept ans, la Tunisie et le Maroc nous ont apporté leur appui constant et positif.

« L'ingratitude est la marque des peuples faibles. Le peuple algérien est assez fort pour rendre le bien et affirmer sa solidarité maghrébine.

« Restons objectifs et réalistes. Certes, nous sommes fermes pour sauvegarder notre souveraineté nationale et l'intégrité de notre territoire, mais il n'en est pas moins vrai que d'autres tâches impérieuses nous sollicitent.

« Faute d'institutions, l'Etat Algérien n'existe pas. Il faut le créer.

« L'Algérie n'a pas de Constitution ni de lois. Elle vit dans le provisoire. Le temps est venu d'y mettre fin.

« Le coup d'Etat du 19 juin 1965 devait rétablir notre peuple dans son entière souveraineté. Ses auteurs ont condamné sans équivoque le pouvoir personnel par la proclamation suivante :

« Le pouvoir personnel aujourd'hui consacré, toutes les institutions nationales et régionales du parti et de l'Etat se trouvent à la merci d'un seul homme qui confère les responsabilités à sa guise, fait et défait selon une tactique malsaine et improvisée les organismes dirigeants, impose les options et les hommes selon l'humeur du moment, les caprices et le bon plaisir. »

« Hélas ! ce coup d'Etat n'a rien réglé. Le culte de la personnalité est toujours à l'honneur. Le pouvoir personnel s'exerce sans contrôle.

« Il dispose, à son gré, du destin de notre

pays, de nos ressources du budget. Il impose à nos enfants un système éducatif de son choix.

« Il nous soumet à une idéologie hostile aux valeurs morales et spirituelles de l'Islam. Cet Islam pour lequel un million et demi d'Algériens sont morts.

« Il est seul juge du maintien de la paix ou de la guerre. Le peuple n'est jamais consulté, pas plus d'ailleurs que les responsables algériens, y compris les membres du Conseil de la Révolution.

« A notre époque, un tel pouvoir est un anachronisme.

« La solution de nos problèmes internes, aussi bien qu'externes, passe par l'exercice de la souveraineté populaire. Il ne s'agit pas de vouloir imposer au pays une charte nationale comme projet de faire le président du Conseil de la Révolution, afin d'institutionnaliser son pouvoir. Une seule voie reste ouverte pour la confection de cette charte : un débat public à l'échelle nationale pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une Assemblée nationale constituante et souveraine et sans pour autant préjuger de l'optique socialiste du pays.

« C'est au sein de cette Assemblée que les représentants librement mandatés par le peuple pourront traduire dans les textes les légitimes aspirations de la nation.

« Toute autre charte établie dans le secret des anti-chambres du pouvoir ne pourrait être que nulle et non-avenue.

« Algériens, Algériennes,

« Le régime colonial contre lequel nous nous sommes mobilisés nous avait humiliés. Il nous avait interdit dans notre propre pays l'exercice de la souveraineté nationale en limitant nos problèmes aux questions alimentaires et économiques.

« Depuis notre indépendance, le régime du pouvoir personnel nous a conduits progressivement à la même condition de sujets sans liberté et sans dignité.

« Cette subordination est une insulte à la nature même de l'homme et de l'Algérien en particulier. Elle est une atteinte à sa personnalité.

« C'est pourquoi des hommes militants de bonne volonté se sont rencontrés pour dénoncer cet état de chose et mettre fin à l'indignité qui nous frappe. Ils appellent les Algériens à lutter afin :

« 1) De faire élire par le peuple librement consulté une assemblée nationale constituante et souveraine ;

« 2) De mettre fin au système totalitaire actuel et d'élever des barrières légales contre toute velléité de ce genre ;

« 3) D'établir les libertés d'expression et de pensée pour lesquelles le peuple algérien a tant combattu ;

« 4) D'œuvrer pour un Maghreb arabe uni islamique et fraternel. »

Alger, mars 1976.

Ferhat Abbès, ancien Président du Gouvernement Provisoire pour la République algérienne ;

Benyoucef Ben Khedda : Ancien Président du Gouvernement Provisoire pour la République algérienne ;

Cheikh Mohamed Khéireddine, ancien Président, membre du Conseil National de la Révolution algérienne ;

Hocine Lahouel, ancien Secrétaire Général du Parti du Peuple algérien et du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, ancien représentant du F.L.N. à l'extérieur.

Le 1^{er} Novembre, le P.R.S. lançait un appel au peuple algérien « pour imposer la démocratie en Algérie ». Constatant que le pouvoir de Boumedienne avait conduit le pays à la ruine économique et à l'impasse au niveau politique, le P.R.S. appelait les Algériens à « imposer la discussion des choix fondamentaux », à refuser « les décisions parachutées, les chartes octroyées ». Déniant au pouvoir le droit de parler au nom du peuple algérien, le P.R.S. proposait que « le débat d'idées s'instaure, que chaque Algérien ait son mot à dire et puisse prendre ses affaires en mains ».

Dans sa déclaration du 31/12/75, Mohamed BOUDIAF dénonçait le caractère criminel de la politique de Boumedienne au Sahara Occidental et lançait « un cri d'alarme à tous les Algériens et à toutes les Algériennes qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays pour qu'ils s'opposent de toutes leurs forces à l'engrenage désastreux qui pourrait nous conduire à un affrontement fratricide ».

Dans un appel diffusé à Alger, Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Hocine Lahouel et Cheikh Khéireddine dénoncent « le culte de la personnalité », se prononcent contre la guerre et réclament « un large débat public à l'échelle nationale ». « L'élection par le peuple librement consulté d'une Assemblée Nationale Constituante et Souveraine, la fin du système totalitaire actuel, l'établissement des libertés d'expression et de pensée pour lesquelles le peuple algérien a tant combattu ».

Bien que ne partageant pas toutes les opinions exprimées dans cet appel,

— Le P.R.S. tient à souligner que la revendication de la démocratie qui s'y trouve ne concerne pas la seule « bourgeoisie libérale » ni quelques « hommes dépassés » mais elle répond aux aspirations profondes du peuple algérien dans toutes ses couches et plus particulièrement ses jeunes réduits au silence depuis 1962. Cette revendication s'inscrit dans le combat que mène notre parti depuis sa création.

— Le P.R.S. salue le courage politique et physique des signataires de cet appel qui, par leur exemple, portent un coup au système de terreur politique, de conformisme, de démission et de lâcheté qui s'est instauré en Algérie.

— Le P.R.S. s'élève contre les interprétations calomnieuses des adversaires de la démocratie en Algérie (soi-disant P.A.G.S., journalistes à la solde) qui ont cru bon de justifier la politique répressive du pouvoir en cherchant à discréditer les signataires de cet appel soit en les qualifiant « d'hommes du passé » (ce qui n'a rien de déshonorant en soi) soit en émettant des doutes sur leur patriotisme. Le P.R.S. qui regroupe en son sein des jeunes militants socialistes apporte son soutien à l'initiative de Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, Hocine Lahouel, Cheikh Khéireddine dans la mesure où elle s'inscrit dans le combat urgent et nécessaire pour créer les conditions politiques permettant aux masses populaires de s'exprimer librement.

— Le P.R.S. s'est déjà prononcé en faveur d'une issue démocratique. C'est-à-dire une issue qui ne mette pas le peuple hors circuit. Seule une mobilisation massive de tous les Algériens préoccupés par le sort de leur pays peut faire reculer le pouvoir et élargir la brèche en faveur de la démocratie. A ce stade, il faut taire les divergences. Car la situation de notre pays est critique. Le pouvoir divisé, corrompu, miné par les luttes de clans ne tire sa force que de la faiblesse de ses adversaires et du silence complice. QUE CEUX QUI ONT QUELQUE CHOSE A DIRE FASSSENT ENTENDRE LEUR VOIX. IL EST TEMPS SI ON VEUT SAUVER L'ALGERIE.

Le 12 Mars 1976..

Un tournant décisif pour l'Algérie

L'Algérie actuelle est à un tournant de son histoire. Les mœurs politiques sont en train de changer. Jusqu'à ce jour un silence complice couvrait les actes les plus méprisables d'un pouvoir honni par le peuple. Liquidations, spoliations, répression ne soulevaient apparemment aucune indignation au niveau de l'opinion publique. Il est vrai que la presse aux ordres avait toujours des explications toutes faites. Les journalistes étrangers grassement payés emboîtaient le pas. Les gouvernements en rapport avec l'Algérie, trop soucieux de préserver leurs intérêts, fermaient les yeux pudiquement, au mépris de principes auxquels par ailleurs ils se disaient très attachés.

Quelques voix, toujours les mêmes, s'élevaient inlassablement pour clamer la vérité, dénoncer les abus, attirer l'attention sur une situation catastrophique qui ne cessait d'empirer. Comme ces voix dérangeaient, qu'elles ne cadraient pas avec l'image de marque du régime répandue dans le public à coup de millions, elles étaient systématiquement étouffées.

Dans un tel contexte, Boumédiène a fini par croire qu'il pouvait tout se permettre aussi bien sur le plan interne qu'à l'extérieur. Ses phrases les plus banales étaient transformées en sentences révolutionnaires universelles. La flagornerie de plumitifs en mal de copie devenait une consécration internationale. Les défilés de chefs d'Etat empressés étaient considérés comme autant d'actes d'allégeance. Les flatteries de mouvements « révolutionnaires » ou de « gauche » recherchant appuis ou argent apparaissaient comme des marques de solidarité agissante. Bref, la lâcheté de ceux qui étaient attaqués, la servilité d'intellectuels carriéristes, l'indifférence, les calculs sordides, la corruption contribuaient à propager du régime une image conventionnelle et reconnue de nationaliste pur, d'anti-impérialiste intransigeant, de révolutionnaire jusqu'au-boutiste. Image en parfaite contradiction avec une réalité qui voyait l'indépendance menacée, les privilèges garantis et la personnalité nationale bafouée. Mais qu'importe puisque cela était payant. Le malheur c'est qu'à force de tromper les autres sur son propre compte, Boumédiène a fini par se tromper lui-même.

Avec l'affaire du Sahara occidental, Boumédiène, pratiquant la fuite en avant devant les difficultés qui s'annonçaient, est allé beaucoup trop loin. Il a cru qu'en excitant la fibre nationaliste et patriotique du peuple algérien, il allait pouvoir replâtrer l'unité de la classe dirigeante, briser le mécontentement populaire, détourner les masses de leurs revendications en leur désignant une nouvelle cible. Il s'est trompé. Les masses ne sont pas tombées dans le piège. Vigilantes, elles ont marqué à la fois leur détermination face à cette manœuvre et leur réserve devant la soi-disant mobilisation.

Croyant sans doute à une reculade du gouvernement marocain, Boumédiène s'est trop engagé dans la voie qui mène à la guerre pour pouvoir reculer sans dommages. Avec l'expulsion sans ménagement de milliers de Marocains résidant dans notre pays, il a soulevé l'indignation de tout le peuple qui n'oubliait ni la lutte ni les épreuves qu'il avait partagées avec le peuple marocain. Enfin, en envoyant avec cynisme des jeunes Algériens se faire tuer dans une aventure militaire hors de nos frontières,

il a soulevé une réprobation unanime, y compris dans les rangs de ceux qui jusque là le soutenaient. Seule la petite-bourgeoisie prosoviétique, enchanée d'une occasion qui permettait une pénétration accrue du social-impérialisme russe, a applaudi aux expulsions et à la guerre.

La déclaration de Mohammed Boudiaf, qui, en tant que premier responsable national du F.L.N., chargé, après le 1^{er} novembre 1954, de mettre en place les premiers noyaux d'organisation et de soutien logistique, précisément au Maroc, y trouvant, auprès de la population locale, un appui total et une solidarité agissante, a situé avec franchise les responsabilités dans le conflit algéro-marocain.

Au risque de ne pas être conforme aux schémas tout faits, existant dans les têtes de « gauche », il a protesté énergiquement contre l'escalade de Boumédiène, l'accusant de porter une lourde responsabilité en cherchant à provoquer une guerre fratricide. Cette déclaration a provoqué un choc salutaire. Elle a fait réfléchir. Et le bon sens a fini par triompher.

Les esprits gelés par une longue hibernation, par la pratique automatique de l'autocensure, par la peur, par le culte de la personnalité ont réagi. Le climat politique de l'Algérie s'est transformé. Tour à tour diverses personnalités ont pris position. Des langues se sont déliées. L'homme de la rue trouve enfin un écho à ses paroles.

Avec leur appel, Abbas, Benkhedda, Lahouel, Kheireddine ont contribué à élargir le front de la lutte et à lui donner une dimension nouvelle. Parce qu'il s'agit de personnalités internationalement connues, qui ne se sont pas exprimées publiquement depuis quatorze ans et dont le silence pouvait être interprété comme un soutien au régime. Parce que leur prise de position a été faite au pays, apparaissant comme un défi au pouvoir personnel de Boumédiène, elle a eu un retentissement extraordinaire. Spontanément l'opinion algérienne et internationale s'est mobilisée pour les défendre. Le pouvoir a été contraint de reculer, démentant les rumeurs selon lesquelles les signataires de l'appel auraient été arrêtés. Ne pouvant réprimer, il cherche à discréditer.

L'agence officielle A.P.S., obligée de commenter l'événement, a voulu en minimiser la portée, cherchant surtout à le présenter comme un acte isolé d'hommes du passé » menant un « combat d'arrière-garde ». Elle laisse entendre à qui veut l'écouter qu'il s'agit d'individus menacés par la « révolution » et qui agissent pour le compte de puissances étrangères. Le peuple algérien n'est pas dupe. La nouvelle s'est propagée dans tout le pays comme la foudre provoquant chez les masses une immense satisfaction.

Le journal « Le Monde », qui apparaît dans cette affaire comme un porte-parole officieux du pouvoir d'Alger, s'est fait largement l'écho de cette campagne calomnieuse, se risquant à pronostiquer que cet appel choquerait « nombre d'Algériens et plus particulièrement les jeunes (les moins de vingt-cinq ans représentant environ 70 % de la population) ». N'en déplaise à Paul Balta et à tous les chantres du régime de Boumédiène, **tous les Algériens**, jeunes et vieux, savent à quoi s'en tenir sur le caractère bourgeois, bureaucratique, corrompu et répressif du pouvoir actuel. Ce que Abbas, Benkhedda, Lahouel et Kheireddine ont exprimé tout haut, c'est en grande

partie ce que pensent des millions d'Algériens. Vouloir présenter leur combat pour l'**institution d'un régime démocratique** en Algérie comme un acte isolé, c'est oublier que des Algériens nombreux luttent depuis quatorze ans contre l'arbitraire, pour les libertés syndicales, contre le parti unique, pour des élections libres. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que ce combat est entré dans une phase décisive. Il gagne des franges acquises au régime ou tout au moins neutres. A l'intérieur même des sphères dirigeantes, dans l'armée, l'administration, de plus en plus de personnes contestent le caractère anti-démocratique du régime et le pouvoir personnel absolu de Boumédiène.

Nous disions plus haut : l'Algérie est à un tournant, cela est vrai car c'est une étape faite de mensonges grossiers, de démagogie démobilisante, d'échecs camouflés qui s'achève. Le régime de Boumédiène confronté à une triple crise politique, économique et sociale tire à sa fin. Le problème qui se pose maintenant c'est celui de la solution de rechange. Il faut y penser sérieusement. Dans les jours, les semaines, les mois qui viennent, c'est notre avenir, celui de nos enfants qui va se jouer. Nous sommes, quant à nous, convaincus que rien de valable ne peut être fait sans la participation des masses populaires, sans que les masses puissent s'exprimer et imposer leurs choix.

Le P.R.S., qui analyse la situation actuelle comme une **situation critique**, fera tout ce qui est en son pouvoir pour œuvrer à une large mobilisation des masses. Un vaste travail de politisation et d'organisation doit être entrepris sans relâche au sein des différentes classes opprimées.

Il faut, au sein d'un peuple affaibli par la répression, lassé par les promesses démagogiques, recréer la confiance, développer la combativité. Ce qui frappe aujourd'hui chez les masses algériennes, c'est à la fois le désir d'agir et le manque de perspectives. Les militants socialistes, où qu'ils soient, doivent se considérer mobilisés pour un travail d'explication qui ouvre des perspectives de luttes immédiates.

Le P.R.S., dont l'orientation socialiste ne s'est jamais démentie depuis sa création en septembre 1962, considère que le combat qui s'engage aujourd'hui n'est pas l'assaut final pour l'édification du socialisme, mais celui de la mise en place des conditions politiques permettant de parer aux problèmes les plus urgents (répression, santé, chômage, hausse des prix, pénuries, risques de guerre) et de préparer le **large débat politique**, condition nécessaire pour le développement du mouvement de masses en Algérie.

Dans l'étape actuelle, il s'agit de redonner l'initiative aux masses, de relancer la lutte politique, de créer un large mouvement groupé autour de mots d'ordres démocratiques et patriotiques, afin :

- d'unir les masses pour des luttes concrètes et immédiates ;
- de détruire l'alliance du sommet et, dans ce cadre :
 - 1) gagner les éléments les plus nationalistes ;
 - 2) isoler et éliminer la frange la plus nocive, celle qui regroupe autour de Boumédiène la bourgeoisie d'Etat autoritaire, monopoliste, liée aux superpuissances, et la petite-bourgeoisie étatiste prosoviétique.

Le 16 mars 1976.

OSER PENSER - OSER

Un appel du parti de la révolution socialiste pour imposer la

**TRAVAILLEURS, OUVRIERS
ET PAYSANS ;
CHOMEURS ; JEUNES ; EMIGRES ;
CITOYENS INQUIETS DE L'AVENIR
DU PAYS.**

A l'occasion de l'anniversaire du 1^{er} Novembre, le P.R.S. lance un appel pour attirer votre attention sur l'extrême gravité de la situation de notre pays. Treize ans après une indépendance arrachée au prix de lourds sacrifices, notre pays court à la ruine au moment même où l'immense majorité du peuple est mise par le pouvoir dans l'incapacité de transformer une situation qui la menace dans son existence même.

Comme au 1^{er} Novembre 1954, nous sommes à nouveau placés devant un choix décisif : nous battre pour changer notre sort ou nous résigner à la mort lente.

Trois ans de régime de Ben Bella, dix ans de régime de Boumédiène se soldent par un bilan chaque année plus désastreux :

- Les pénuries des produits de première nécessité ont atteint une ampleur telle qu'elles deviennent le principal sujet de préoccupation de la majorité des Algériens. Elles sont aggravées par la raréfaction alarmante de certains produits comme les céréales qui font l'objet d'un véritable rationnement : dans certaines villes, dès les premières heures de la matinée, on ne trouve plus de pain dans les boulangeries, faute de farine. L'approvisionnement quotidien de la famille est une quête interminable de magasin en magasin, de marché en marché, devenant un problème insoluble, dramatique : la famine menace.

- L'eau manque de plus en plus cruellement : partout la distribution ne dure que quelques heures par jour quand les robinets ne sont pas tout simplement à sec. Face à ce problème national, la politique poursuivie est criminelle ; elle sacrifie les besoins de la population à un gaspillage sans limite pour l'approvisionnement d'inutiles projets industriels ou touristiques. A Guelma, les habitants ont moins de deux heures par jour alors que les usines de la SOGEDIA et l'usine de

céramique consomment à elles seules les deux tiers de la quantité débitée par la source de Oued-el-Meiz.

Le manque d'eau et d'hygiène, la malnutrition favorisent le développement des épidémies : choléra, typhoïde, dysenterie se propagent d'une façon inquiétante : la lèpre même a fait son apparition à Constantine. La situation de la santé est rendue critique par l'organisation déplorable de la médecine, l'irresponsabilité et l'esprit de profit qui règnent dans le corps médical et l'administration sanitaire. Dans ces conditions la maladie la plus bénigne peut avoir une issue fatale au point que ceux qui en ont les moyens se font soigner à l'étranger. La démagogie sur la médecine gratuite ne peut masquer ni les manques révoltants aussi bien sur le plan matériel que humain, ni la responsabilité du pouvoir dans ce domaine.

Echapper à la famine, échapper à la maladie devient le souci principal des Algériens au point qu'il fait passer au second plan les autres problèmes : hausse exorbitante des prix, bas salaires, manque de logements, chômage...

Pour désamorcer la colère des masses, les interprétations les plus mystificatrices sont propagées par les agents du pouvoir. Les responsables des pénuries seraient tour à tour, le secteur privé, les mauvaises récoltes, les spéculateurs, la soi-disant paresse des paysans, les émigrés qui accaparent tout, la forte natalité.

En réalité, la seule cause réside dans les choix politiques et économiques décidés par le pouvoir en place. Ces choix ont été faits consciemment, sacrifiant d'une façon délibérée les intérêts et les besoins des larges masses, aux appétits et à la soif de richesses d'une minorité au service des puissances capitalistes.

Tous les thèmes de propagande — révolution industrielle, révolution agraire, etc... — n'ont d'autre objectif que la mise en place d'usines qui facilitent le pompage des matières énergétiques et des richesses de notre pays au profit des pays développés et de la minorité de bourgeois qui dirigent le pays. Ainsi, le pro-

duit de l'exportation du gaz ne parviendra certainement pas à rembourser les dépenses nécessaires à son exploitation. En auront profité les fournisseurs de matériels, les banques, les bureaux d'études, les affairistes et les responsables algériens. Quant à l'Algérie, vidée de son gaz elle n'en sera que plus appauvrie.

L'agriculture, base de l'alimentation de la population, moyen de subsistance de la paysannerie, a été abandonnée, détruite, sabotée, dévalorisée, discréditée par une politique qui met en avant l'industrie, la technique, la rentabilité financière. Cela a eu pour conséquence la chute catastrophique de la production agricole qui rend notre pays de plus en plus dépendant de l'étranger (surtout des Américains) pour son approvisionnement en produits de consommation alimentaire.

Ainsi, le peuple algérien finance une politique qui ne lui apporte ni les produits, ni les emplois dont il a besoin, mais qui enrichit les riches en perpétuant son exploitation et sa dépendance.

Ce pillage est accompagné d'un gaspillage démesuré. On dépense sans compter pour des questions de prestige ou des manifestations coûteuses. L'argent coule à flot favorisant des détournements de plus en plus importants comme ceux de la SONATIBA ou de la SQTRAWO qui révèlent à quel point les milieux dirigeants sont compromis. Les coupables ne sont pas toujours inquiétés mais quand il s'agit du peuple on lui impose l'austérité et les sacrifices et on le poursuit même pour un dinar.

Pour appliquer ces orientations (baptisées « voie algérienne »), le régime a mis en place une structure politique qui écarte le choix démocratique des dirigeants au profit de la cooptation : chaque responsable s'entoure de ses cousins, amis et complices. Les appareils bureaucratiques de l'Etat (administration, armée) fonctionnent pour eux-mêmes, secrétant une mentalité nouvelle qui considère le népotisme, l'opportunisme, la servilité, les pots-de-vin comme allant de soi. Ainsi, une

PARLER - OSER AGIR

démocratie en Algérie

minorité impose ses choix à la grande majorité du peuple qu'elle écarte du pouvoir de décision et prive de ses droits les plus élémentaires à l'aide d'un appareil répressif important et d'un matraquage idéologique démobilisateur ou corrupteur.

Le résultat de cette gestion :

C'est l'exaspération de toutes les ambitions. Chaque nouveau partage (bénéfices pétroliers, plans quadriennaux, programmes spéciaux...) est l'objet de luttes qui se traduisent par une crise permanente du sommet. L'Etat mis en place sans l'avis du peuple algérien est miné par les intrigues, les luttes de clans, les complots, les liquidations. Il sombre dans l'immobilisme et l'incapacité ; la moindre décision peut remettre en cause le fragile équilibre des forces en présence dont il s'agit de préserver à tout prix, l'unité de façade. Au sommet, règnent l'anarchie et l'improvisation que masquent mal l'autosatisfaction et les discours triomphalistes qui ne trompent plus personne.

Ces crises ouvrent la voie à toutes les manœuvres, aux aventures militaires et créent un terrain favorable à la pénétration étrangère : derrière chaque clan, chaque personne se profilent une firme multinationale ou une puissance impérialiste.

Cette politique provoque un mécontentement qui touche toutes les couches de la population, même celles qui sont privilégiées. La critique est partout. La déception et l'amertume sont générales. Le désespoir envahit les masses et éclate spontanément dans la rue ou sous forme de révoltes. L'insécurité s'installe. Les rumeurs s'amplifient alourdissant une atmosphère déjà tendue. La porte est ouverte aux coups d'Etat, aux affrontements sanglants sur des bases confuses, comme ce fut le cas aux universités d'Alger et de Constantine qui furent le théâtre de violentes bagarres entre étudiants.

Depuis sa création en septembre 1962, le P.R.S. est convaincu que la seule voie pour changer la situation des masses et en finir une fois pour

toutes avec la famine, la misère, l'inégalité et les injustices, c'est la construction d'une société nouvelle, une société socialiste.

Le socialisme, tel que le conçoit le P.R.S. ne peut être que le fruit d'une lutte prolongée des intéressés eux-mêmes : les classes exploitées et déshéritées de notre peuple. Il n'y a rien à attendre du pouvoir ou des classes dominantes. Le socialisme se construit dans la lutte, la lutte des classes qui est d'abord et avant tout une lutte politique. C'est pour cette raison que le P.R.S. a mis au premier plan de ses préoccupations la politisation de ses militants, l'approfondissement des analyses, la diffusion de la vérité, le développement de la capacité de réflexion et d'action des travailleurs algériens.

Aujourd'hui, en Algérie, la lutte des classes est une réalité que personne ne peut cacher. Mais la situation politique et économique imposée aux masses algériennes bloque le développement du débat politique. L'absence d'une discussion libre et publique engendre la résignation, l'indifférence, le manque de civisme, l'absence de point de vue de classe. La contrainte, la peur, la répression ont aussi pour conséquence de limiter la lutte des classes à des manifestations anarchiques, violentes, non politiques (dénigrement, bagarres, banditisme) ou souterraines (refus de la production, laisser-aller...).

TRAVAILLEURS OUVRIERS ET PAYSANS CHOMEURS, JEUNES, EMIGRES, CITOYENS INQUIETS DE L'AVENIR DU PAYS

Pour entamer un processus de changement dans notre pays, pour préserver l'avenir des générations futures, pour empêcher le pourrissement de la situation, il faut au moins que les luttes puissent s'exprimer politiquement, que le débat d'idées s'instaure, que chaque Algérien ait son mot à dire et puisse prendre ses affaires en main.

Pour en finir avec les décisions parachutées, les chartes octroyées, le mépris des couches dirigeantes pour le

peuple, il faut imposer la discussion des choix fondamentaux car personne n'est habilité à parler au nom de tous les Algériens.

● Pour en finir avec les élections truquées, les candidats désignés, vestiges de l'époque coloniale, il faut imposer des élections libres, avec la possibilité et les moyens pour des candidats de faire librement campagne.

● Pour en finir avec l'embrigadement, l'étouffement, les rapports bureaucratiques, les masses doivent s'organiser librement pour poser et discuter leurs problèmes ; la liberté de réunion est en effet un droit fondamental. En particulier, les travailleurs doivent s'organiser dans un syndicat libre et autonome par rapport à l'U.G.T.A. gouvernementale. Ce syndicat aura pour rôle de défendre les intérêts des travailleurs avec la possibilité de recourir à la grève.

De même, les jeunes, les lycéens, les étudiants doivent se politiser en se réunissant dans des cercles autonomes par rapport aux structures du pouvoir.

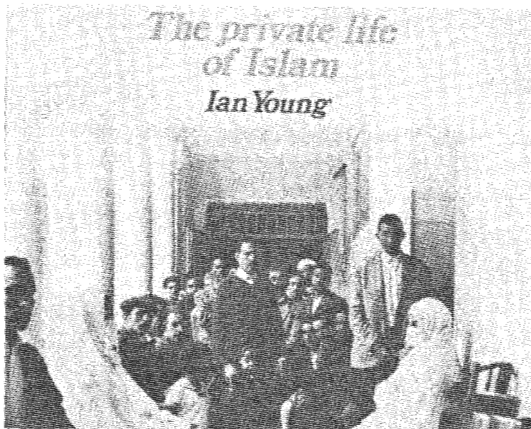
● Pour en finir avec la médiocrité, l'indigence, le conformisme, le mensonge systématique de la presse aux ordres, il faut arracher la liberté d'opinion, la liberté d'expression et développer une presse plus adaptée aux réalités du pays, reflétant le débat politique et ouverte aux revendications des masses.

● Pour en finir avec l'arbitraire, le totalitarisme, la répression, il faut arracher les droits légitimes de tout citoyen et en particulier le droit au travail, le droit à la santé, le droit à la justice, le droit à la dignité.

● Pour en finir avec le défaitisme, la passivité, la résignation, la peur, il faut promouvoir l'esprit critique, l'esprit d'initiative, en un mot donner vie au mot d'ordre :

**OSER PENSER,
OSER PARLER,
OSER AGIR**

Un récit hallucinant sur



(extraits du livre du Docteur Ian Young)

DEPUIS TOUJOURS ILS ATTENDENT...

Des parents attendent que les portes de la maternité s'ouvrent, les femmes accroupies en ligne le long du mur, les hommes un peu plus loin, accroupis ensemble dans le jardin, leur manteau de laine jeté sur l'épaule, ils mâchonnent des brins d'herbe. Chaque matin, ils viennent quelques minutes après l'arrivée du premier car en provenance des montagnes. Ils sont là avant les peintres et les charpentiers de l'hôpital, avant ceux qui travaillent aux cuisines, une longue canne à la main et un grand chapeau de paille sur la tête. Leurs visages sont bruns et burinés et ils me font signe de la tête quand je reviens de la cuisine avec une bouteille de café. Plus tard, quand je les croise dans le service vers la fin de la matinée, il ne se trouve jamais aucun qui se plaigne d'avoir attendu quatre ou cinq heures. C'est depuis toujours qu'ils attendent...

Je sortais envahi par le sentiment que vous avez en sortant d'un film sur les réserves d'Indiens aux U.S.A., une sorte de dépression raciale. La veste effilochée et poussiéreuse, le pantalon qui tombe sur les chaussures percées, ils sont perdus, humbles, et infiniment patients. Humbles avec Baya, plus humbles encore avec moi ; mais, par dessus tout, perdus...

La gynécologie se trouve tout au bout du couloir des consultations externes. Avant d'y arriver il faut passer devant les services de médecine, chirurgie et pédiatrie. Les visages de ceux qui attendent sont tellement humbles et déprimés que c'en est douloureux. Je garde la tête baissée en passant parmi eux. Instantanés de visages portant des excroissances grosses comme un œuf de cane, mères voilées secouant leurs bébés qui semblent aux portes de la mort mais ils sont peut-être déjà morts. Des salles d'attente aussi vastes que des granges, sans siège, des gens assis le long des murs, jambes tendues, d'autres allongés par terre. Notre salle d'attente n'est qu'à moitié pleine. Le Doc-

teur Kostov doit faire passer ses patients au pas de course. Il me salue quand j'entre et se tourne pour passer son gant sous l'eau du robinet. Il est comme d'habitude fidèle à lui-même, à la fois léger et balourd ; mais sa légèreté ne cherche qu'un prétexte pour tourner à l'aigre et devenir colère : et tous les prétextes sont bons. Il se préoccupe fort peu de moi... Nous voyons vingt-cinq femmes dans l'heure et demie qui suit, les unes après les autres. C'est le Docteur Kostov qui commence ; je continue. Nous portons chacun un gant que nous ne quittons pas. Le Docteur Kostov le garde pour écrire ses ordonnances, pour ouvrir la porte, pour écouter le cœur des bébés. Bien sûr, il le rince après chaque visite mais c'est uniquement pour ne pas salir son stylo. Au contraire du Docteur Vasilev, il n'a gardé aucun des anciens scrupules. Il a eu la force de rompre avec la tradition.

A QUI SERT AU JUSTE UNE MATERNITE ?

Pendant sa visite, Vasilev remplit les feuilles d'environ un malade sur deux. Entre-temps, il revenait aux vieilles feuilles de température. Quelquefois, il notait ce que la sage-femme avait négligé de faire, d'autres fois, il n'en prenait pas la peine. Je fis des suggestions et il suivait chacune séparément mais je n'arrivais pas à lui faire comprendre le principe. Je ne pouvais pas lui montrer qu'il devait soit utiliser correctement ces nouvelles feuilles, soit ne pas s'en servir du tout comme Kostov. A la fin, je me sentis gêné pour lui.

Après la visite, Baya vint me demander si je pouvais venir l'aider avec les bébés. Sinon elle n'y arriverait jamais. La maternité était remplie, il y avait deux femmes ou plus par lit et au moins trente bébés à laver et à changer ; Baya était toute seule et paraissait plus fatiguée que jamais.

Nous avons pris les deux bébés dans les berceaux au pied du premier lit et nous les avons emmenés jusqu'à la pièce où

Nous publions ici des extraits, traduits, d'un livre paru en anglais qui apporte un témoignage accablant sur la « médecine » en Algérie.

Plus qu'une simple dénonciation des médecins et du personnel paramédical, « **The private life of Islam** » est un véritable réquisitoire contre la classe dirigeante en Algérie. La situation qu'il décrit est loin d'être une exception ; nous pouvons affirmer que ce tableau peut s'appliquer à n'importe quel hôpital algérien.

« Certaines écoles de médecine londoniennes offrent à leurs étudiants la possibilité de faire un stage pratique d'obstétrique dans le pays de leur choix. Je décidai de partir en Algérie ». C'est ainsi que le Docteur Ian Young commença le récit du séjour qu'il fit durant l'été 1970 dans un grand hôpital rural de Kabylie...

Young découvre rapidement qu'il a été catapulté dans une situation tragique. Il y a là deux médecins résidents bulgares (les praticiens algériens préfèrent en effet un

nous devions les changer et où il y avait une grande table recouverte d'un drap sale. Nous les avons allongés sur le dos et nous avons commencé de défaire leurs langes faits de vieux bouts de tissu qui avaient autrefois fait partie d'une robe, le mien était raide comme du plâtre et le bébé s'est mis à gigoter dès que ses membres ont été libérés. J'ai dû enlever le dernier morceau très doucement car il était couvert de fèces séchées qui avaient collé à la peau. C'était dur et noir. J'ai mouillé le tissu et tiré très doucement en essayant avec une éponge. Il m'a fallu dix minutes pour tout enlever.

L'éponge était rugueuse et froide, on aurait dit une vieille éponge à vaisselle et l'eau était froide. Baya m'a appris qu'il n'y avait pas d'eau chaude depuis deux mois. Pour mon deuxième bébé, j'ai frotté jusqu'à ce que la peau devienne toute rouge mais ça ne voulait pas partir. Après avoir enlevé le plus gros, nous avons langé les bébés dans des couches de l'hôpital, et les avons remis dans leur berceau. Nous ne les avons pas baigné et d'ailleurs aucun bébé n'a pris de bain depuis deux mois à cause de l'eau froide. « Il vaut mieux qu'ils restent sales plutôt que de leur faire risquer une pneumonie ».

Le fait d'avoir à s'occuper ainsi des bébés n'a pas ramené Baya à la vie. Elle ne s'est pas arrêtée pour jouer avec eux, elle ne leur a pas parlé. Elle a démaillotté, lavé, emmaillotté de la même façon, sans joie. Une dose trop généreuse de nitrate a brûlé et noirci la paupière d'un bébé mais c'est mécaniquement qu'elle a dit « quelle honte » en allant en chercher un autre. Le drap sur la table était maintenant souillé et humide. Il n'y avait plus un seul endroit propre pour poser une nouvelle tête. Au dixième bébé, nous nous sommes arrêtés. Nous n'avions plus de langes. « Il y a pénurie de tout » observa simplement Baya. Auparavant, on n'avait pas eu besoin de langes, m'a-t-elle dit, et ce matin, elle a voulu apporter sa contribution pour améliorer l'état du service. Sur le ton « qu'est-ce que vous

les hôpitaux en Algérie

travail bien plus lucratif en ville). Le médecin le plus âgé, le Docteur Vasilev, est un homme tout à fait incompetent et pitoyable, un raté indifférent à tout, à la veille de la retraite et qui mélange jusqu'aux cas les plus simples. Son assistant, le Docteur Kostov, connaît mieux son métier. Mais c'est aussi un débauché, un sadique sarcastique, un homme qui méprise profondément le pays où il se trouve, un homme qui n'hésite pas à gifler, à donner des coups de pied et de poing à ses patientes kabyles pour qu'elles soient plus dociles, tout ceci sous l'œil indifférent des infirmières et des sages-femmes.

Donc, à un certain niveau, le livre est un rapport presque insoutenable d'horreur; histoires de femmes inutilement charcutées sur les tables d'opération, de matricées brutalement arrachées, de bébés inutilement mort-nés, de souffrances constamment infligées à des femmes simples et qui ne se rendent pas compte, autant d'horreurs infligées par des étrangers racistes qui ne sont là que pour mettre de l'argent de côté afin de pouvoir s'offrir à la fin de leur

contrat la Mercedes ou la B.M.W. tant convoitée. On ne prend jamais les températures, la nourriture en putréfaction s'accumule dans les offices crasseux et on n'anesthésie jamais les malades pour leur faire un curetage, histoire de gagner du temps (sauf bien sûr quand il s'agit de femmes d'étrangers ou de notables algériens). Quant aux employés algériens, ils semblent plus occupés à lécher les bottes de leurs supérieurs qu'à réparer les dégâts ou s'occuper des malades négligés.

Et l'enthousiasme de Young pour son séjour en Algérie se change rapidement en désespoir. Naïvement, il rédige un rapport pour informer le ministère algérien de la Santé des conditions dans cet hôpital. Il reçoit pour toute réponse les menaces du représentant du F.L.N. au sein de l'hôpital, un homme brutal et suffisant, qui conseille au « petit étudiant anglais en vacances » de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde pas. Alors, pour ne pas devenir dingue, il commence à tenir le cahier des événements quotidiens qui mènera au livre dont il est question.

voulez y faire » qui m'avait frappé déjà chez le magasinier, Baya me dit que pas un seul bébé n'avait été changé depuis son arrivée.

Jusqu'alors, j'avais toujours cru qu'on faisait quelque chose à la Maternité. Je n'aurais pas pu dire quoi exactement, mais j'étais persuadé qu'il existait une quelconque activité à la Maternité. Le genre de choses que l'on fait sans s'en rendre compte. Mais, si on ne changeait pas les bébés, si on ne nettoyait pas les chambres, si on ne prenait pas les températures, et si on ne faisait pas de piqûres pourquoi y avait-il une Maternité? Là pouvait s'exercer le sadisme du Docteur Kostov, les mouches et les fourmis de Kabylie venaient s'y nourrir; elle déprimait et fatiguait tous ceux qui y étaient associés, mais à part ça? A quoi servait au juste une maternité? A part une césarienne de temps en temps et faite à contre-cœur, on n'y accouchait même pas. C'était seulement un endroit où le taux de natalité était anormalement élevé.

Scènes de saleté et de fatigue; dans leurs robes tachées et leurs vieux draps, les femmes nous fixent de leur lit. L'une à la tête du lit, l'autre au pied, deux femmes qui se passent l'oreiller à tour de rôle: la première a perdu son bébé étranglé par le cordon ombilical lors de l'accouchement. Elle partage son lit avec une autre femme qui elle, n'a pas de lait. Elle donne à son bébé du thé à la menthe froid de chez elle, dans un vieux pot de yaourt. On dirait que la pièce n'a pas été aérée depuis des semaines. Il y a de tout par terre. Des pépins de pastèques pleins de mouches, des coquilles d'œufs dans les coins, du pain rassis et des ampoules de vitamines cassées, un paquet de biscuits à moitié fini grouillant de fourmis rouges, du papier journal plein de sang de la viande qu'il entourait. Le Docteur Kostov est exaspéré. Il désigne chaque chose du doigt. « Regardez... »

... On a pris des radios du bébé à la cuisse cassée juste après son opéra-

tion (fracture due à une faute professionnelle du Docteur Kostov lors de l'accouchement). Le Docteur Kostov les tient à la lumière. Les extrémités de la fracture sont à angle droit et encore plus éloignées qu'au départ. Il faudra qu'Ivanov (chirurgien russe aussi brute que Kostov) essaie (sic) encore. On n'examine pas le bébé. Comme les autres, il est tout emmaillotté et ça serait trop long de le défaire...

ASSASSINATS EN SERIE DE BEBES

... A 7 h 30 on ouvre les portes et la Maternité se remplit de monde. Un homme réclame son bébé, un prématuré de deux mois né dans la nuit. On l'a laissé sur la balance juste sous l'air conditionné parce que les incubateurs du service de pédiatrie sont pleins. Il va mourir. En fait, il est officiellement déjà mort. Sur le registre, il est répertorié comme mort-né. J'ai honte devant le père, je ne trouve aucun mot. J'ai peur des récriminations quand je lui apprendrai que son bébé est trop prématuré pour pouvoir survivre. Mais il semble bien accepter la nouvelle. Il me dit qu'il va prendre le bébé avec lui à Alger où il commence un nouveau travail dès le lendemain. Je réalise soudain qu'il a vraiment l'intention de le prendre avec lui pour Alger. Et pas pour le conduire à l'hôpital d'Alger. Je lui dis qu'il mourra certainement en chemin...

UNE MEDECINE CRIMINELLE

Nous attendons Djamilia d'une minute à l'autre. On a préparé une table pour le bébé, recouverte d'un linge, à côté du chariot anesthésique. Il y a une petite pompe pour lui dégager les voies respiratoires et un petit masque au cas où l'oxygène serait nécessaire. Djamilia devrait aussi arriver avec le stéthoscope pour que le Dr Kostov puisse une dernière fois écouter le cœur du bébé avant d'intervenir. Nous sommes tous prêts. « On ne va pas l'attendre! décide Kostov. On y va! » Je lui demande comment, le cœur du bébé semblait. « Probable-

ment bien, dit-il, mais c'est Djamilia qui a examiné la fille ».

Il prend un coton et commence à nettoyer le ventre de la fille avec un antiseptique bleu. Il réalise brusquement qu'on ne l'a pas rasée. La faute à qui? Celle de Djamilia ou bien la nôtre à présent? Kostov décide que c'est un détail et nous recouvrons son corps de linges stériles. L'infirmier injecte une seringue de thiopentone dans le compte-gouttes et quelques secondes après la fille est inconsciente.

Le Dr Kostov fait une incision médiane. Elle n'est pas très nette, mais c'est plus la faute du scalpel que la sienne. Nous ne nous occupons pas des endroits qui saignent, il faut faire vite pour une césarienne. Du coin de l'œil, je vois arriver Djamilia avec un linge pour le bébé. Kostov est arrivé à l'utérus. Je tiens prêts deux pinces et une paire de ciseaux pour le cordon. Il reprend le scalpel et refait une incision de deux ou trois centimètres dans la matrice d'une vilaine façon, comme ils en ont l'habitude lui et Vasilev. Avec les deux index, il écarte la fente incise. Sa main plonge, j'ouvre mes pinces, prêt à agir. Mais il n'y a pas de bébé dans son ventre. Il n'y a que des petites boules rouges comme des œufs de caviar pleins de sang.

« Môle! » souffle Kostov en retirant sa main. « Oh la la... » dit Djamilia. « Vous n'avez plus besoin de moi maintenant! ». Après son départ, les infirmiers marmonnent: « C'est le genre de fille qui mâche du chewing gum ».

Il existe une tumeur bizarre à laquelle on donne le nom désuet de môle. L'utérus se remplit, le ventre se gonfle comme s'il y avait un vrai bébé qui grandissait. Mais, une grossesse avec môle est bien plus difficile qu'une grossesse véritable. La mère se fatigue plus vite et est plus souvent malade. Son ventre est plus gros qu'il ne devrait être. Au bout de trois mois seulement un môle peut apparaître comme une grossesse normale de huit mois. Et au lieu

un récit hallucinant sur les hôpitaux en Algérie

de croître régulièrement, sa taille varie souvent de jour en jour. Si vous palpez le ventre vous ne pourrez pas sentir la tête du bébé. Si vous prenez votre stéthoscope vous ne pourrez pas entendre le cœur du bébé. On ne soigne pas un môle. Il avorte généralement au 3^e ou 4^e mois et tout rentre très vite dans l'ordre pour la femme. La seule chose qu'il ne faut jamais faire, c'est opérer, car alors on court le risque de transmettre les cellules de la tumeur au reste du corps et de leur permettre de s'implanter et de se développer dans les poumons et le cerveau.

Le Dr Kostov repousse mes doigts avec un grognement. Je ne peux rien faire de bien. Je reste à l'écart et me contente d'essuyer le sang ici et là au bord du terrain. Personne au monde ne pourrait aider Kostov. Son erreur est tellement grotesque que même à ses yeux, elle l'a rejeté hors du 20^e siècle. Les instruments sont abandonnés sur le plateau à côté de lui. Il est déchu du droit de s'en servir. Il fixe son incision comme paralysé.

C'est le sang qui va l'amener à agir. « *Djamila!* » crie-t-il. Mais elle est déjà loin. A la place, il envoie un infirmier chercher le technicien de laboratoire. La fille va avoir besoin d'une transfusion. Le Dr Kostov y va alors avec les deux mains et retire le reste du môle de l'utérus. Il le dépose dans la cuvette sur le plancher et revient pour garnir l'utérus de tampons d'ouate. Ils se gorgent de sang tout de suite. Il les étire au-dessus de la bassinette et les y remet. Une fois encore, ils se gorgent de sang. L'utérus ne se contracte pas assez vite. L'infirmier se penche au-dessus de la fille et envoie une double dose de méthergin directement dans l'utérus dont le Dr Kostov commence de recoudre les bords déchirés. Les bords en sont curieux, fins, floconneux, faisant penser à des araignées. C'est plutôt de la mousse que du muscle. « *Aïe, aïe,* murmure Kostov, *une autre couche de points de suture pour plus de sûreté.* ». Il fait un pas en arrière et attend de voir si ça tient.

Le technicien de laboratoire rentre et sort. Kostov passe un coton sur les points de suture pour voir s'ils sont secs. Mais ils ne le sont pas. On voit le sang sourdre à travers les points, en provenance de l'utérus. Il crie de lui apporter plus de fil immédiatement et en met une troisième couche. En attendant qu'elle fasse son effet, il tourne en rond fiévreusement. Il se met à éponger le sang qui s'est répandu dans la cavité abdominale. Les organes apparaissent : mésentère, intestins. Il découvre quelque chose qui ressemble à un rein. Mais, ce n'est pas possible. Ce n'est pas sa place. C'est l'ovaire gauche ! gonflé comme il n'est pas possible d'imaginer ! Grumeleux, recouvert de kystes pales tendus comme s'ils allaient éclater, chacun gros comme une balle de golf. Il faut les dégonfler. Le Dr Kostov s'empare d'une aiguille et d'une seringue et ponctionne les kystes l'un après l'autre. Mais, de chacun il ne sort que quelques gouttes de liquide et l'ovaire ne diminuera pas de volume pour autant. Le sang succède maintenant au

liquide et coule par chacun des trous de la ponction.

Kostov jette son aiguille et sa seringue. Il se parle tout seul en bulgare. Il jure, il lutte contre le désespoir. Un gémissement haut perché nous fait entendre qu'il n'est pas en train de gagner la partie. Il sait qu'il est trop tard maintenant, mais jamais il n'aurait du percer cet ovaire. Il faut toujours s'attendre à ce qu'il ait des kystes quand il y a un môle, cela fait partie de la chose. Il faut les laisser car une fois que l'organisme est débarrassé du môle, ils se défont d'eux-mêmes.

On nous amène un litre de sang du laboratoire. Rien à côté de ce qu'il faudrait ! On lui fait la transfusion aussi vite que possible, mais quelques instants plus tard, le sang réapparaît à l'ovaire et Kostov doit à nouveau éponger et étreindre son ovaire au-dessus de la cuvette. Il éponge, mais l'hémorragie ne peut pas cesser. Il éponge avec plus de vigueur encore et chaque fois qu'il essuie, c'est un coup l'hémorragie ne s'arrête pas.

Il trouve une des artères qui alimente l'ovaire. « *Il faut que je la ligature,* crie-t-il, *il le faut !* ». Puis, il hésite, comme s'il attendait une approbation mais celle-ci ne vient pas. Une aiguille fine, un fil de soie fin. Mais, le tissu est trop fragile, il est plus fin que du papier à cigarettes. Le fil passe au travers comme dans du beurre. A la fin, ce n'est plus que du sang ou de l'air qu'il est en train de ligaturer. Il n'y a pas d'alternative, l'ovaire doit être sacrifié, sinon « *elle en mourra* ». Il hoche la tête, attendant un écho approbateur. « *Je n'ai pas le choix* » crie-t-il.

Une pince courbe à l'origine de l'ovaire et le scalpel en longe doucement le bord ; inutile d'appuyer. Le voilà, on le dépose sur le plateau d'instruments sur les genoux de la fille. C'est un bout de viande malheureux, pathétique, tout pâle et sans vie, tuméfié et ouvert, déchiré par tant de fil et de soie noire, pour rien du tout. Du liquide égoutte par les trous de ponction. Kostov grommelle dans sa direction et crache derrière son masque. Ses mains font un mouvement vers l'avant et j'ai un instant l'impression qu'il va l'expédier « *splash* » en plein dans le mur. Il se rassérène, l'envoie rejoindre le môle dans la cuvette et ligature le tronc.

A nouveau, l'utérus pour une nouvelle fois, reçoit une nouvelle couche de points de suture. S'il ne cesse pas de saigner, il faudra qu'il s'en aille lui aussi ! Le Dr Kostov n'aura pas le choix ! Il essuie et attend un peu. Enfin ! Sec comme il n'a jamais été. L'infirmier arrive avec une bouteille de liquide. Kostov en réclame davantage et « *encore plus* » comme pour un dîner bien arrosé.

Dernier petit coup de coton et nous la recousons. C'est la seule partie de l'opération qui correspond à ce que j'ai appris dans mes livres. Mais quand nous ôtons les linges qui la recouvraient, je suis horrifié à la vue de tout le sang que la fille a perdu par le vagin. Il a coulé le long de la table jusque sur le plancher. C'est

pour ça que mes chaussures coulaient depuis tout à l'heure. Elle a droit à un peu de coton hydrophile entre les jambes. J'ai envie de vomir. J'ai du mal à croire qu'elle survivra. Quel spectacle, quelle mutilation !

A l'étage : le lit est vide, on a enlevé les draps. A côté, une potence rouillée, à laquelle reste accrochée une bouteille de salin à moitié finie. La fille d'hier soir est morte.

C'est un choc affreux, en dépit de tout. Baya m'apprend que son mari n'a que 19 ans. Il est venu avec des amis hier soir. Ils étaient venus donner leur sang quand ils ont appris qu'elle devait subir une opération. Mais l'opération était déjà terminée. Il est revenu ce matin pour apprendre qu'elle était morte. Il a perdu connaissance ou il a perdu la raison. Baya ne sait plus. Mais, de toute façon, on l'a fait entrer en médecine générale chez le Dr Ivanova. Ses amis ont raconté à Baya comment il avait dépensé toutes ses économies pour que sa femme puisse être suivie par un des médecins kabyles de la ville, celui qui est spécialiste des femmes.

Le Dr Vasilev, chef de service de la maternité, ne fera aucun commentaire. Aucun commentaire sur la négligence criminelle de son collègue en ville, couronnée par une omission encore plus criminelle de son propre subordonné, le Dr Kostov, qui a ouvert une fille qu'il n'avait jamais examinée. La seule chose qu'il dira, c'est : « *C'était qui la sage-femme ?* » Et quand Baya répondra c'est Djamila, il fera « *Euh!* ». Il ne veut blâmer personne, pas même la proie la plus facile, la sage-femme algérienne, il n'y aura pas d'enquête.

UNE FAÇON DE SE VENGER

Ce livre est extrait du journal que j'ai commencé peu après mon arrivée. Au début, ce n'était qu'un alibi, une manière de dire : « *On peut penser que je collabore, mais en fait, il en est rien.* ». Evidemment j'aurais pu partir. Mais, je pensais pouvoir faire quelque chose en restant. Ce n'est que peu après que j'ai compris mon erreur. Je croyais les médecins étrangers à l'origine des malheurs des femmes kabyles. Mais, après discussion avec des Algériens des deux sexes, après lecture du journal national et des déclarations émanant des divers représentants du gouvernement, le rôle de ces médecins diminuait à mes yeux sans que pour autant diminue leur culpabilité. Ces hommes n'étaient jamais que de mauvais exécutants travaillant parmi le sang, les excréments et la mort...

Le journal devint alors une façon de me venger. (Eil pour eil, blesser ceux qui blessent. J'ai changé leurs noms, et j'ai fait en sorte que l'on ne puisse reconnaître l'hôpital, car il ne faudrait pas croire qu'il suffit de renvoyer certains dans leurs foyers, de mettre d'autres à la porte pour améliorer la situation en quelque sorte. Aucun d'eux n'est adapté à la société dans laquelle ils vivent.